







déclaration liminaire

Comité Technique Local de l'Ain du 07 décembre 2020

pour nous, le NRP : c'est toujours NON!

Monsieur le président,

L'expérience l'a démontré, nul n'est en capacité de savoir quand cette épidémie prendra fin et quand nous pourrons reprendre une vie dite normale.

Dans ce contexte, les pouvoirs publics sauront-ils tirer les leçons qui s'imposent pour redonner à notre système de santé **tous les moyens** nécessaires à satisfaire les besoins fondamentaux de la population et affronter efficacement l'ensemble des risques actuels et à venir : rien n'est moins sûr !

Il est un domaine où, justement, aucune leçon ne semble avoir été tirée : il s'agit de notre administration, les Finances publiques, indispensable au financement, à la gestion et au fonctionnement économique de notre pays. Notre « maison » subit une accélération sans précédent des réformes au nom de l'exemplarité vantée par nos ministres successifs et souhaite même mettre à profit la crise sanitaire actuelle pour faire passer des réformes fortement rejetées par les agents et les OS, le rapport Bonnet — Catanese sur l'accueil à la DGFIP en est la preuve !

Ce CTL n'est pas consacré au Nouveau Réseau de Proximité de l'Ain, il vise à détruire la DDFIP sur l'autel de la réduction de la dépense publique.

La situation sanitaire est extrêmement préoccupante, pourtant la DG et notre direction ont été bien plus entreprenantes à préparer le Nouveau Réseau de Proximité ces derniers mois qu'à se soucier de la protection sanitaire des personnels et notamment à organiser le télétravail!

Pour les organisations syndicales Solidaires, CGT et FO-DGFIP, l'urgence absolue est la protection des agents dans le cadre d'une continuité de l'activité des services. Dans ce contexte, la priorité n'est pas la mise en œuvre de ces réformes et aux opérations de restructuration, dont les personnels ne veulent pas et qui génèrent une forte inquiétude!

Les charges de travail, les sujétions, les retards accumulés, le manque de personnel dans les services et la crise sanitaire en cours (confinement, couvre-feu, état d'urgence sanitaire et attentat) sont suffisamment anxiogènes pour ne pas en rajouter. Malgré ce contexte vous cautionnez les 7 nouvelles suppressions d'emplois dans l'Ain en 2021

Votre mot d'ordre semble être : « pas de confinement pour les réformes ».

Ainsi ce n'est pas le « **quoi qu'il en coûte** », cher à notre président, mais les réformes « **coûte que coûte** » pour la DDFiP 01.

Imposer à vos agents les réformes, restructurations, fermetures, regroupements de service et déménagements,

dans cette période si singulière est proprement scandaleux, indigne et inhumain. Pire, les risques que vous feriez courir aux agents concernés pourraient être susceptibles d'engager votre responsabilité pénale.

Quand arrêterez-vous l'hypocrisie : d'un côté des messages de remerciements sont adressés aux agents pour leur engagement au service de nos concitoyens et de l'autre vous anéantissez des années d'effort pour la mise en place d'une administration fiscale efficace tant par l'application du NRP que par des suppressions d'emplois ou des réformes structurelles sans tenir compte des difficultés que cela soulève tant pour les agents que pour les usagers.

Il ne tient qu'à vous de montrer que le bon sens et le souci des personnels l'emportent, ce qui implique de fait un retrait immédiat des réformes en cours pour se concentrer sur les priorités gouvernementales actuelles de sécurité sanitaire.

N'oubliez pas Monsieur le Directeur, que vous êtes la courroie de transmission de la DG vers vos agents mais aussi de vos agents vers la DG, cette dernière partie semble oubliée.

Pourtant, les différents baromètres publiés sans honte (et sans commentaire puisqu'ils lui donnent tort) par la DG montrent tous que le moral des personnels est en berne : démotivation, sentiment d'inutilité, manque de perspective, que ce soit dans le travail ou en termes de carrière. Mais qu'importe, du moment que l'on fait des économies...

En ce qui concerne les Établissements France Services (EFS), conséquence du NRP et de la fermeture de nos trésoreries, vous vous voulez résolument optimiste, en tout cas en façade, restituant au mot près les éléments de langage de la DG et de nos ministres, essayant de nous faire croire qu'il s'agit là d'une grande avancée en termes de présence de nos services sur le territoire et d'accès à notre administration.

L'habillage et la communication destinés à tromper les élus locaux ne sont que poudre aux yeux. En aucun cas des « maisons de service public » et autres « France Service » ne pourront remplacer des services de plein exercice.

La DGFIP s'inscrit ainsi dans une dérive sociétale consistant à imposer la dictature du numérique au détriment de l'humain. La fracture numérique et/ou l'illectronisme touche 20 % de la population, laissée sciemment au bord du chemin d'une prétendue modernité.

Ceux qui ont ainsi revisité l'ex « géographie revisitée » font preuve d'un cynisme à toute épreuve, comme tous ceux qui ont travaillé d'arrache-pied pour finaliser ces projets mortifères pendant la période de crise sanitaire.

À propos de cynisme comment ne pas évoquer le guide édifiant intitulé « Faire face aux défis de la transformation » remis le 18 septembre lors de la journée nationale consacrée à la sensibilisation et à la transformation à destination des cadres de la DGFIP.

Ce livret managérial, nauséabond au possible, est aussi et surtout nocif pour toute la DGFIP tant les concepts qu'il véhicule, ont été, pour certains d'entre eux, pointés du doigt lors du procès de France Télécom. Ce sujet fera probablement l'objet de retentissements dans un futur proche.

Nous ne reviendrons pas sur nos arguments contre le NRP, vous les connaissez depuis longtemps.

Mais comment oser parler de concertations et de négociations alors que depuis juin 2019, jour où vous nous avez annoncé vos projets funestes, une grande mobilisation s'est mise en route dans l'Ain, tant au niveau des agents, que des élus locaux et de la population.

Pour les élus locaux, ici comme ailleurs, leur avis n'a pas été pris en compte. Sur le territoire national, des centaines de délibérations prises par les conseils municipaux, les conseils communautaires pour s'opposer à la fermeture de leur service de proximité, SIP ou trésorerie, ont été balayées d'un revers de main.

Vous avez consciencieusement coché toutes les cases de votre feuille de route :

- Dialogue social, c'est fait, TRÈS MAL FAIT, mais c'est fait!
- Rencontre avec les élus, c'est fait, bien que vous ayez essuyé de nombreux refus.
- Rencontre avec les agents, c'est fait, mais bien moins fait que pour les élus! Une petite réunion en juin 2019 puis une petite en novembre 2020 vous permet de vous satisfaire de cette pseudo-concertation.

Ni les OS, ni les élus, ni les agents ne souhaitent cette réforme et pourtant c'est l'esprit serein que la DG compte leur imposer ces régressions historiques et lourdes de conséquences tant pour la population que pour les

agents alors que ceux-ci sont privés des droits démocratiques les plus élémentaires comme celui de manifester ou de se rassembler.

La direction ne cesse de présenter ce Nouveau Réseau de Proximité comme le réseau de l'avenir. Voilà pour la COM.

Mais la réalité, est que le NRP est l'instrument de la destruction pure et simple de notre administration et l'outil pour absorber les suppressions massives de postes, tout en remettant en cause nos droits et garanties.

À la lecture des documents, le NRP organise un resserrement sans précédent du réseau. Des SGC se créent sur les ruines des trésoreries de proximité, et voient leurs missions redéfinies : la séparation de l'activité de gestion comptable de celle de conseil réalisé par les CDL crée une aberration qui augure la mort du comptable public.

Aujourd'hui ce que vous nous proposez est inacceptable :

il s'agit d'une suppression pure et simple des services territoriaux, compensée, dans le discours, par une soidisant présence ponctuelle sur le territoire, assurée en partie par des « partenaires extérieurs », accueils et rendez-vous étant assurés par une équipe dédiée sous dimensionnée.

D'ailleurs quel avenir pour ces accueils de proximité dont le maintien sera remis en cause chaque année.

Aujourd'hui encore, il ne s'agit même pas d'une consultation des représentants des personnels mais d'une énième « présentation ».

Ainsi, vous feignez de nous écouter dans des réunions interminables, qui se concluent systématiquement par la confirmation de la décision qui a été prise en amont. « Expliquez-nous ce qui vous manque et je vous expliquerai comment vous en passer », voilà ce que nous pourrions tirer comme enseignement.

On peut se demander si l'administration n'attend pas des représentants du personnel qu'ils ne soient, dans ce projet, que de vulgaires passe-plats de l'administration auprès des agents !!

Cerise sur le gâteau : une première convocation prévoyait le début de ce CT à 9 h, une journée ne semblant pas de trop pour traiter d'un sujet aussi important pour les agents. Finalement, ce sujet ne doit pas vous sembler si important que cela puisqu'une nouvelle convocation nous a été envoyée le jeudi soir 3 décembre après 19 h pour modifier l'heure de début cette réunion à 14 h.

En plus de ce plan d'abandon du service public de proximité qui éloignera la DGFIP des citoyens, notamment des plus précaires, nous savons que toutes ces réformes ont un effet sur la santé physique et mentale des collègues.

Aujourd'hui beaucoup d'agents sont complètement désabusés et nous constatons la disparition d'un attachement à notre administration ainsi que l'augmentation du stress et de la défiance.

Beaucoup de collègues restent avec leurs questions et leurs inquiétudes, car ils ne voient pas beaucoup d'empathie face à leur situation et s'inquiètent de cette accélération dans la destruction de notre administration.

À l'heure où l'on compte une fois de plus sur les services publics pour assurer les mêmes missions et où les agents de la DGFIP vont les assumer avec sérieux et compétence, comme ils l'ont toujours fait, oser entreprendre cette réforme ne peut inspirer que dégoût et symbolise bien la vision du dialogue social qu'a cette administration : au travail et personne ne bouge.

Quand le DG a besoin des agents, il leur tresse des lauriers à en faire pâlir Jules César, Napoléon et autres Jupitériens, mais dès que ce besoin s'éloigne, le mépris, le dédain et autres termes peu élogieux remplacent les lauriers et il parle à nouveau sans ménagement de suppressions de postes, de gel du point d'indice et d'évolution de carrière.

Le service public est la seule richesse de ceux qui n'ont rien, ne contribuez pas à le détruire.

Stop aux réformes sans concertations, stop aux suppressions d'emplois.

Nous demandons expressément le retrait du NRP!!!